

Congé d'été

Nous avons très souvent entendu parler de la nécessité de renvoyer certaines questions devant les tribunaux. Aller devant les tribunaux. Voilà une des choses sur lesquelles les conservateurs sont très portés. Ils sont revenus à la charge chaque semaine pendant tout le débat constitutionnel. Ils disaient que c'était la seule institution à laquelle nous pouvions objectivement faire confiance. Les conservateurs voulaient que nous allions devant les tribunaux parce qu'ils étaient les seuls dignes de confiance. Par contre, maintenant qu'il s'agit du cartel de l'uranium et que nous proposons de soumettre l'affaire aux tribunaux, ils disent qu'on ne peut leur faire confiance. Les conservateurs vont devoir choisir.

Dans le débat sur le conflit aux postes, ils ont montré qu'ils n'avaient aucune stature politique en ayant recours aux mêmes expédients éhontés. Je vais lire quelques déclarations de leur chef actuel qui le restera peut-être. Il a dit qu'il fallait soumettre la question au public, faire appel à la bonne volonté des travailleurs et respecter la main-d'œuvre.

Il s'agit là d'un conflit ouvrier qui s'est déroulé conformément aux exigences de la loi du pays. Le syndicat représente des fonctionnaires. Nous pouvons détester cette grève, nous pouvons réprouver leur façon de voir, mais ils ont le droit de faire la grève. Cependant, au moment même où les postiers se mettent en grève, qu'entend-on de la part des députés d'en face? «Forcez-les à reprendre le travail!» Le problème ici, c'est que l'opposition n'a pas attendu assez longtemps pour que le processus légitime de la négociation collective et des relations de travail donne des résultats. Au lieu de cela, l'opposition a fourré son gros nez dans le conflit et s'est mis les pieds dans nos plates-bandes, nous empêchant ainsi d'obtenir le genre de règlement dont nous avons besoin au moment où il était à portée de la main. Ils se sont ensuite servi du Parlement comme d'un bélier pour se mettre en évidence et donner de l'importance à leurs propres objectifs politiques, oubliant ainsi l'intérêt du public qui exigeait que nous trouvions une solution au conflit postal. Si des gens sont à blâmer pour avoir fait durer le conflit postal, ce sont bien ceux qui siègent en face de moi. Leur chef d'autrefois, tellement désireux de continuer à siéger, n'a pas réussi à demeurer parmi nous pour le débat dans les derniers moments de sa gloire. Nous regrettons qu'il ne soit pas ici pour partager avec nous ces derniers moments de réflexion tranquille sur ce qui s'est fait au cours de la session.

● (2040)

C'est un jour bien triste dans la vie politique du pays quand un homme peut, par opportunisme politique et pour assurer son propre avenir politique, nuire à l'intérêt public du pays. Le député de Portage-Marquette a dit que les majorités devaient user avec prudence de leurs privilèges et de leurs pouvoirs. C'est vrai, mais les minorités également. On ne devrait pas tolérer qu'une minorité soumette à un chantage le reste du pays pour servir ses propres fins politiques opportunistes.

Quel député à la Chambre pourra un jour oublier le spectacle de députés conservateurs poussant des cris et des hurlements et brandissant le poing au centre de cette enceinte? Ils parlent de respect du Parlement et de respect du Règlement. Mais qui pourra oublier comment ils ont fait preuve de bien peu de respect ce soir-là quand ils ont tempêté contre la présidence, entouré le bureau de la Chambre, brandi le poing et hurlé de toute la force de leurs poumons parce qu'ils ne

pouvaient faire valoir leur volonté. Voilà le parti qui ne respecte pas le Parlement.

Les députés d'en face ont montré ce soir-là qu'ils ne respectaient le Parlement que dans la mesure où cela servait leurs intérêts. Il est difficile pour nous d'accepter leurs protestations et leurs appels au respect de la compétence du Parlement quand nous voyons de quelle façon scandaleuse et abusive ils sont prêts à fouler aux pieds les droits du Parlement en envahissant le centre de cette enceinte.

Une voix: Encore 20 minutes et nous allons tous désertier.

M. Axworthy: Le temps nous fait défaut.

Des voix: Encore!

M. Axworthy: Je ne poursuivrai qu'avec le consentement unanime de la Chambre.

Il ne fait pas de doute que nous connaissons des temps difficiles et agités. Tous les pays dont les dirigeants se réunissent ici en fin de semaine pour une conférence au sommet, font face à de graves problèmes d'inflation et ont du mal à gérer de manière responsable leur économie. Il s'agit cependant essentiellement dans chacun de ces cas de prendre des décisions difficiles. Notre gouvernement est prêt à le faire, mais dans un esprit de compassion et de compréhension. Nous ne voulons pas simplement serrer la ceinture et tuer le malade en ce faisant, comme le gouvernement antérieur était disposé à le faire.

Pendant que les députés d'en face passeront les heures d'été près d'un lac à écouter les huards, passe-temps de prédilection du député d'Edmonton, je sais, je leur demande de se rappeler combien de fois ils nous ont cité en exemple les programmes et politiques de M^{me} Margaret Thatcher. Pendant le débat sur le budget, ils nous ont invités à nous inspirer de l'exemple donné outre-mer par le gouvernement du Royaume-Uni, qui retranchait, sabrait dans les programmes d'emploi, de création d'emplois. D'après eux, c'est comme cela qu'il fallait diriger le pays. La semaine dernière, nous avons vu ce que ces restrictions ont coûté. Ce gouvernement a payé cher sa politique d'avantages à court terme contre des problèmes à long terme. Mais nous n'étions pas prêts à écouter ces faux prophètes et à nous lancer dans ce genre de programmes. Nous aurions ainsi provoqué dans le pays des troubles comparables à ceux qui bouleversent aujourd'hui le Royaume-Uni. Nous en sommes fiers et nous avons tenté de résister aux mauvais conseils que nous ont donnés les députés d'en face pendant le débat sur le budget.

Nous avons des décisions difficiles à prendre. Nous sommes conscients que ces décisions difficiles susciteront parfois des cris d'alarme. Elles soulèveront des protestations émotives et créeront de profondes divisions en matière d'approche, mais nous sommes prêts à les prendre.

J'aimerais conclure en disant aux députés d'en face que nous aurons maintenant tous l'occasion de réfléchir. J'espère que lorsque nous reviendrons pour la prochaine session du Parlement, les députés feront preuve du même esprit de collaboration, du même dévouement et de la même volonté de prendre des décisions difficiles dont l'actuel gouvernement a fait preuve au cours de la présente session.

Des voix: Bravo!